

dotée de valeur en dehors de tout acte humain d'évaluation ; proposition délicate à soutenir si l'on se souvient que les valeurs ne sont pas des choses mais les orientations que nous prétendons donner à nos actions. Cette conception débouche sur un nouveau système de valeurs au centre duquel se trouve désormais la communauté des espèces ; elle débouche encore sur la revendication de droits de la nature.

La première question posée par ce scénario est la suivante : est-il possible d'instaurer un système juridique qui ne serait plus anthropocentré, mais biocentré ? Tout système juridique exige pour être mis en oeuvre les trois capacités suivantes : celle de porter un conflit d'intérêts devant la justice ; celle de trancher de façon impartiale et, pour l'une des parties, celle de se réclamer *in fine* bénéficiaire du jugement rendu. Or, ces trois capacités renvoient nécessairement à des acteurs humains. Le droit est ainsi une réalité construite par et pour les hommes. On pourrait tout au plus dénier, et paradoxalement démultiplier, son caractère anthropocentré en exigeant des juges qu'ils s'immiscent dans les conflits entre animaux.

Autre critique : peut-on envisager une morale non anthropocentrée ? « Dans certaines circonstances - écrit par exemple le philosophe Paul W. Taylor - il est même plus grave de tuer une plante sauvage que de tuer un homme ». Arracher une plante rarissime peut mettre en danger l'espèce, qui seule compte sur le plan de la biosphère, alors que tuer un homme, qui plus est en situation de légitime défense, ne menace nullement la survie de l'espèce. Est-il encore possible de préférer systématiquement de la viande animale à la viande humaine si l'on adopte le principe du droit égal de toutes les espèces à l'existence comme principe suprême ? Selon le même principe, deux botanistes échoués sur une île où seule une espèce végétale rarissime serait comestible, n'auraient d'autre issue que de manger l'un d'eux. Une morale non anthropocentrée conduit ainsi inévitablement à nier le fondement de toute morale, à savoir la règle d'or selon laquelle il ne faut pas faire à autrui ce que nous ne voudrions pas qu'il nous fit.

Sur un plan politique, que signifie une démocratie non anthropocentrée ? Comment faire partager aux autres vivants nos choix ? Il y a bien le parlement des choses façon Bruno Latour, mais ce n'est qu'une métaphore. Les lois de la nature expriment des nécessités et non des intérêts. Enfin, sur un plan politique toujours, l'écologie profonde constitue une machine à justifier l'injustifiable. Si le principe suprême est le droit égal de toutes les espèces à l'existence, nous devons, comme d'aucuns n'ont pas hésité à l'écrire, détruire l'immense majorité des hommes vivant sur terre, dont le surnombre occasionne la disparition accélérée d'un grand nombre d'autres espèces.

Il n'en reste pas moins vrai que ce courant de pensée pose une question importante pour l'heure sans réponse convaincante : qu'en est-il du statut moral des autres vivants pour lesquels la règle d'or reste silencieuse ?

### Le scénario autoritaire

A la différence des écologistes profonds, Hans Jonas reste un penseur humaniste. A ses yeux, « l'avenir de l'humanité est la première obligation du comportement ». Compte tenu des pouvoirs nouveaux qui nous sont conférés par les techniques et le marché, la biosphère est selon Jonas devenue dans une certaine mesure un bien dépendant de nous. Nous sommes en effet capables de lui infliger, à une échelle historique, des dégradations irréversibles. Nous sommes également capables d'altérer le sous-bassement biologique de notre propre humanité. D'où la nécessité d'une responsabilité nouvelle dont le principe est le suivant : « agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine »